

« Questionner pour mieux faire émerger de nouvelles pratiques sociales. Regard rétrospectif sur quinze ans à la barre de la revue *Nouvelles pratiques sociales* : entrevue avec Yves Vaillancourt »

Lucie Fréchette

Nouvelles pratiques sociales, vol. 15, n° 2, 2002, p. 9-16.

Pour citer ce document, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/008910ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca



Questionner
pour mieux faire
émerger de nouvelles
pratiques sociales.
Regard rétrospectif
sur quinze ans à la barre
de la revue *Nouvelles
pratiques sociales*

Entrevue avec Yves Vaillancourt

Lucie FRÉCHETTE
Département de travail social
Université du Québec en Outaouais

Nouvelles pratiques sociales a franchi le cap des quinze ans. Quinze années riches d'une incessante sensibilité à la conjoncture sociale, la revue est une option pour l'innovation en matière de pratiques sociales et d'une mise en réseau féconde entre chercheurs, intervenants et étudiants. Au fait, comment est née *Nouvelles pratiques sociales*? De quel rêve cette revue est-elle issue? Quels sont les « pionniers de cette aventure »? Des questions qui donnent

à penser que la revue possède déjà une histoire. L'entrevue de ce numéro ouvre le livre de bord de *Nouvelles pratiques sociales* pour esquisser, après quinze ans, les grands traits de son histoire, une histoire qu'on ne peut dissocier de celle de son directeur fondateur, à la barre de la revue depuis le tout début. *Nouvelles pratiques sociales*, Yves Vaillancourt l'a pilotée fièrement pendant quinze ans ; il cède aujourd'hui la place à la relève. La revue a choisi de lui donner la parole afin qu'il en relate l'historique. Elle veut, par la même occasion, lui rendre hommage et souligner l'engagement dont il a fait preuve au fil des ans. Si *Nouvelles pratiques sociales* est aujourd'hui pour nous tous une source de fierté, c'est beaucoup grâce à lui.

NPS – *Fonder une revue n'est pas une mince tâche. Il faut en faire une passion pour créer l'énergie et la persévérance nécessaires pour transformer le rêve en réalité. Dans quel contexte naviguiez-vous pour que naisse ce rêve de créer une revue traitant de nouvelles pratiques sociales ?*

D'entrée de jeu, je dois mentionner que j'ai eu un parcours d'une vingtaine d'années avant la création de *Nouvelles pratiques sociales* (NPS), qui ont certainement influencé, d'une manière ou d'une autre, ma trajectoire de professeur-chercheur à l'UQAM et mon engagement dans le projet NPS. Ainsi, j'ai fait des études en théologie puis en sciences politiques, discipline dans laquelle je détiens un doctorat. Côté professionnel, je compte une expérience d'enseignement dans l'Ouest canadien et une incursion dans un organisme communautaire, le Centre coopératif de recherche en politiques sociales. J'ai aussi eu l'occasion de collaborer avec le Centre de formation populaire. De façon générale, mon parcours a été teinté d'un militantisme alliant une position de chrétien de gauche à une analyse politique des transformations sociales.

Avec ce bagage, je me retrouve professeur-chercheur à l'UQAM en 1976 au Département de travail social. Des années d'ébullition tant sur le plan social que dans le monde universitaire. À tel point que si la revue était née dans les années 1970, elle aurait été complètement différente. Dans ces années-là, pour être bref, nous avions plus de réponses que de questions. À l'UQAM, nous adhérons à un cadre d'analyse marxiste assez structuraliste, cadre influencé par Louis Althusser en France et par Marta Harnecker en Amérique latine. Un contexte qui a jalonné mon histoire comme celle de plusieurs autres intellectuels québécois de cette période. Je dirais que ce qui a d'abord caractérisé mon histoire, et celle de quelques autres fondateurs de NPS, peut se résumer par du militantisme dans des organismes chrétiens progressistes. Chez les chrétiens de gauche, on s'intéressait de près à un mariage entre la théologie de la libération et une analyse marxiste dans une

perspective socialiste. J'ai aussi été marqué par deux ou trois voyages en Amérique latine au début des années 1970, notamment au Chili, lors de l'élection d'Allende.

La revue a vu le jour dans un cadre universitaire, celui des années 1980. En 1970, le militantisme de diverses allégeances véhiculait des réponses. C'était aussi une période où l'on s'adonnait plus à l'enseignement et à la réorganisation des programmes de baccalauréat, comme le nôtre, en travail social. On faisait peu de recherches, la recherche exigeant que l'on ne s'en tienne pas à des réponses, mais que l'on examine en profondeur les pratiques et les conditions sociales. Tout en étant professeurs, nous étions rattachés à des mouvements sociaux comme le mouvement syndical ou le mouvement communautaire. À la fin des années 1970, des gens comme Benoît Lévesque, Louis Favreau et moi affichions une pratique sociale engagée, un militantisme qui a abouti à la création d'un regroupement pour le socialisme, un réseau politique réunissant des militants intellectuels et des militants de mouvements sociaux ; on parle d'une centaine de personnes. Un réseau qui voulait se démarquer des perspectives dominantes de gauche du moment ; se distinguer du courant marxiste-léniniste, des trotskistes et du courant communiste traditionnel. Nous étions préoccupés de faire un lien entre la praxis et la théorie sociale. Est arrivé le référendum de 1980, puis la récession de 1981-1982. Ce qui n'a pas été sans influencer notre cadre d'analyse, notre façon de voir le travail, voire notre vision du monde et notre implication dans le milieu. Nous nous posons des questions nouvelles. Quelques années de recul ont permis l'émergence de questions qui sont devenues des questions de recherche.

J'ai, moi aussi, senti le besoin de valoriser la recherche de façon plus systématique dans ma vie professionnelle. L'expérience de la Commission Rochon et son questionnement sur notre système de santé et de services sociaux m'ont donné l'occasion de m'impliquer dans des recherches stimulantes sur la désinstitutionnalisation, l'évolution des organismes communautaires et leur contribution, sur la privatisation des services de santé et des services sociaux. Les recherches au cours desquelles j'ai côtoyé Benoît Lévesque, Paul Bélanger et Frédérique Leeseman sont devenues un incitatif pour mieux s'organiser afin de penser la recherche sociale en lien avec des organismes du milieu. Pour la recherche et mon enseignement, j'utilisais des revues dans lesquelles les autres universités avaient développé une tribune scientifique pour leurs écrits. Avec l'accroissement de la recherche dans ma trajectoire et autour de moi, j'en suis venu à souhaiter une revue qui nous ressemblerait. J'avais le goût que mes recueils de textes ne soient plus remplis que des seuls textes des autres universités, des autres chercheurs. J'étais convaincu que l'UQÀM et d'autres départements de travail social du réseau

de l'Université du Québec (UQ) portaient un courant de pratiques sociales qui méritait d'être connu. J'avais le goût d'avoir un jour une revue qui nous soit propre. Ce rêve, je ne l'ai pas lâché. Je rêvais d'une revue très ancrée en travail social, mais pas uniquement de travail social, une revue empreinte d'interdisciplinarité. Une revue originale parce que produite par des chercheurs universitaires qui voulaient travailler étroitement avec les acteurs des organisations sociales de leurs milieux. L'intuition originale de la revue reposait sur des personnes qui croyaient à la recherche en partenariat. Le partenariat traversait aussi la revue dans son ancrage non seulement à l'UQAM mais aussi à d'autres constituantes de l'Université du Québec. Finalement, une revue avec des prétentions internationales, même si, à l'époque, nos liens internationaux ne possédaient pas encore la richesse et la diversité qu'ils ont acquises au cours des quinze dernières années.

NPS – *Pour que le rêve devienne réalité, il faut souvent le partager et le transformer en projet collectif. Parlez-nous des pionniers de NPS.*

Quand je pense aux pionniers, je pense d'abord à cette poignée de professeurs de l'UQAM qui en ont jeté les premières bases en 1986-1987 et à ceux d'autres constituantes du réseau UQ à partir de 1987 et 1988. S'y sont ajoutés des collaborateurs en provenance de ce que l'on nommait alors le réseau des affaires sociales et le secteur communautaire. Le projet de revue, d'abord mijoté à l'UQAM en travail social, a, dès le départ, été l'affaire de Christine Corbeil et de Réjean Mathieu. Réjean y a œuvré jusqu'à sa retraite toute récente et Christine y est encore une incontournable avec, depuis le début, la responsabilité de la promotion et du suivi des abonnements. Très tôt, il m'a semblé qu'une alliance avec le Département de sociologie serait profitable. Benoît Lévesque et Francine Descarries y ont assez cru pour s'engager dès le commencement, deux chercheurs de haut calibre en lien avec des réseaux québécois et internationaux : Benoît, dans le domaine des innovations sociales, ce qui l'amènera par la suite à créer le Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES), et Francine, dans le domaine des études féministes, où son leadership intellectuel est reconnu. Le projet NPS a rapidement franchi les murs de l'UQAM, comptant sur des professeurs-chercheurs du réseau UQ. Parmi ces pionniers figurent Louis Favreau et Yao Assogba de l'Université du Québec en Outaouais, Jean-Pierre Deslauriers alors à l'Université du Québec à Chicoutimi et Clément Mercier qui était à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Comme je l'ai mentionné, dès sa gestation, NPS a misé sur le partenariat avec les milieux d'intervention. Les CLSC nous semblaient des organismes recelant un potentiel de transformation sociale. Ils nous ont fourni de précieux collaborateurs comme Denis Bourque, organisateur communau-

taire, ou Julien Michaud, directeur de CLSC. Du communautaire, je m'en voudrais de ne pas parler de Jean-Bernard Robichaud, alors au Conseil de développement social, et de Jean Gagné, associé aux organismes en santé mentale. Finalement, d'autres personnes ont mis leurs compétences au service de la revue pour en faire un produit de qualité en tant que véhicule de connaissances. Je me souviens des précieux conseils de Guy Lafleur dont l'expertise journalistique a largement inspiré la conception des diverses rubriques de la revue et la décision d'en faire une revue semi-thématique. Martine D'Amours, journaliste pigiste, fut aussi de la partie. Puis, avec le temps, *NPS* a pris sa vitesse de croisière qu'elle a maintenue jusqu'à maintenant, malgré les quelques années difficiles qui ont suivi la perte d'une subvention. L'ardeur de son exécutif, la fidélité de ses abonnés et sans doute sa qualité lui ont permis de survivre et de reconquérir un financement assurant son développement.

NPS – *NPS voit le jour en 1988, rejoignant dès sa première année autour de 1000 abonnés. Les lecteurs lui sont fidèles. Elle doit donc répondre à un besoin réel et conserver un pouvoir d'attraction. Une revue, c'est plus que l'addition de textes, c'est un témoin de l'évolution des courants de pensée, un incitatif au changement. Quand vous jetez un regard rétrospectif sur ses quinze ans d'existence, comment jugez-vous les retombées de son parcours ?*

En effet, une revue, c'est plus qu'un recueil de textes, si intéressants soient-ils. *NPS* a été animée par des gens qui y ont assumé des responsabilités ; ils n'y sont pas venus pour allonger leur CV. Je pense que moi et plusieurs autres avons œuvré à *NPS* parce que nous avons la conviction qu'une revue est un puissant levier pour élargir notre vision des enjeux de société. Quand nous examinions les transformations de société des années 1980, on faisait l'hypothèse qu'il était possible de faire les choses autrement et mieux. Nous voulions sortir d'une vision qui expliquait la société uniquement en termes de problèmes sociaux engendrés par le capitalisme. Sans occulter le capitalisme et ses effets, nous voulions aller au-delà de l'explication simpliste où la structure du système est responsable de tout et, par conséquent, doit être transformée entièrement. Nous voulions une revue critique mais aussi une revue représentative de ce qui se faisait d'intéressant en recherche sociale dans les universités québécoises et dans les pratiques sociales. Le mot « nouvelles » renvoyait à une volonté de se démarquer du courant d'analyse antérieur et exprimait un intérêt pour l'innovation en laquelle nous croyions.

Une revue campe une vision du changement social. Une revue offre des perspectives nouvelles pour enrichir les pratiques. Mon bilan me porte à croire que c'est vraiment ce que nous avons réussi avec *NPS*. J'explique ça à partir de deux éléments. Le premier est la force de l'interdisciplinarité

et le lien avec des groupes de chercheurs de haut calibre. Le second est l'arrimage entre chercheurs et intervenants qui a toujours prévalu à la revue. Les uns portaient la valeur scientifique de la revue, les autres validaient la pertinence sociale des thèmes traités. Un mariage auquel j'ai toujours tenu. Quinze ans, cela signifie près d'une trentaine de dossiers thématiques. Certains numéros, particulièrement populaires, ont été épuisés en un temps record. Parmi nos premiers numéros, ceux sur les pratiques féministes sur la coopération internationale ont été des *best-sellers*. Nous avons produit d'excellents numéros sur des thématiques larges qui examinaient la pratique tout en interrogeant les politiques sociales. Je peux nommer ainsi ceux sur la santé mentale, sur la prévention, l'itinérance, la jeunesse, tout comme celui qui traitait du rapport Rochon ou encore le numéro sur le tiers secteur. Notre rapport université-communauté a aussi sans doute été pour quelque chose dans la production d'un numéro sur l'arrimage entre le communautaire et le secteur public ou encore dans celle du numéro, assez récent, sur la dynamique partenariale.

Comme on le constate, *NPS* ne s'est jamais définie comme une revue à vocation essentiellement instrumentale apportant des réponses ou des modes d'emploi en intervention. *NPS* a toujours voulu poser les questions qui font progresser la réflexion sur les enjeux sociaux. Elle a cherché à avancer des propositions pour stimuler le débat, à ouvrir des brèches à partir de ce qui semblait prometteur pour l'évolution des pratiques sociales. C'est pourquoi elle s'est rapidement inscrite dans un courant de promotion d'une économie sociale critique. La revue s'est développée parce qu'elle avait quelque chose à dire. Elle possède des liens avec des centres de recherche sérieux et productifs. Je songe au LAREPPS, le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales de l'UQÀM, à Hull, au GÉRIS, le Groupe d'études et de recherche en intervention sociale, et à la Chaire de recherche en développement des collectivités. Nous avons aussi établi des liens avec le CRISES et l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale qui regroupent plusieurs dizaines de chercheurs. Entretenir des liens avec des réseaux de recherche est intéressant parce qu'ils constituent des viviers de chercheurs dont les travaux ont alimenté *NPS*. Il me semble important que la revue évite le piège de devenir une simple addition de textes évalués par des pairs mais sans liens les uns avec les autres ; et ce, afin qu'elle demeure en lien avec les grands courants de la recherche sociale comme nous l'entendons.

Un autre succès de la revue est celui des colloques qu'a tenus *NPS* dans les années 1990. Quatre colloques qui, chaque fois, ont rassemblé autour de 500 participants de partout au Québec. Des colloques qui ont été des moments forts, qui ont mis en interaction des réseaux qui n'avaient pas toujours l'habitude de se fréquenter : des étudiants, des chercheurs, des

intervenants du communautaire, des professionnels de la santé et des services sociaux, des gestionnaires, des militants syndicaux, des gens s'identifiant à des groupes de bénévoles. Un mélange qui a suscité des échanges vigoureux. Les thèmes de nos colloques témoignent de la contribution de *NPS* aux débats en cours dans la société québécoise. *NPS* a alimenté le débat et j'oserais même dire que, parfois, *NPS* y a introduit de l'innovation. On a eu un colloque sur l'arrimage entre le secteur public et le secteur communautaire, un autre sur l'appauvrissement des communautés locales en 1995. Déjà, nous traitions d'économie sociale dans notre colloque de 1997, puis de décentralisation et de gouvernance locale en 1998. Organiser des colloques exigeait beaucoup mais rapportait beaucoup également.

NPS – *Un directeur qui se retire ne peut le faire sans avoir réfléchi au lendemain de la revue qu'il dirige. Pour terminer notre entrevue, permettons-nous de parler de l'avenir, celui de NPS et le vôtre.*

L'idée de laisser ma place à *NPS* m'est venue il y a deux ans. Je me suis donné du temps pour m'assurer que la barque soit entre bonnes mains. Je n'avais pas la prétention de tout contrôler quant à l'avenir de la revue. Je faisais confiance à l'équipe en place ; des anciens comme Christine Corbeil et Lucie Fréchette tenaient le fort. Un Gérald Larose qui s'engageait dans l'exécutif, en acceptant le poste de rédacteur en chef, était aussi une valeur sûre. Avec un peu de recul, je peux dire que je quitte confiant. Je sais qu'une nouvelle génération de chercheurs et d'intervenants y fait son chemin. Une nouvelle génération qui porte des sensibilités nouvelles, parfois distinctes des nôtres. C'est comme ça que la revue justifie son titre. On pourra encore parler de « nouvelles pratiques sociales ». Comme nous l'avons fait il y a quinze ans, les plus jeunes posent de nouvelles questions, relativement à la conjoncture sociale, expérimentent de nouvelles pratiques inscrivant la revue dans de nouveaux réseaux de chercheurs et d'intervenants ici et sur la scène internationale.

L'avenir de la revue, je le vois aussi caractérisé par une internationalisation accrue. Nous avons mis en place les conditions favorables à l'internationalisation en faisant peu à peu connaître *NPS* au-delà des frontières québécoises ; des liens ont ainsi été établis avec des milieux canadiens. En outre, nous avons graduellement ouvert ses pages à des auteurs d'ailleurs. C'est la relève qui accentuera son caractère pluraliste et accroîtra son rayonnement sur le plan international. Je crois qu'elle peut continuer à prendre le risque d'être différente de celle que nous avons bâtie. Je n'entends pas par là un tournant à 180 degrés, mais une évolution à l'image des nouvelles générations pluralistes qui remettent en question les modèles de développement, l'économie sociale et les pratiques qui ont fondé notre façon à nous d'innover. *NPS* veillera à élargir le faisceau de questions et de réflexions sur les fondements théoriques de nos pratiques.

En ce qui concerne mon avenir, un peu comme la revue, je me tourne vers l'international. Je dirige actuellement plusieurs projets de recherche, ici ou en lien avec des équipes d'ailleurs. Outre les échanges avec des collègues européens, j'entretiens des projets avec des collègues d'Amérique du Sud. Je me rends en Argentine et au Mexique deux ou trois fois par année. Tout ça me donne à penser que je souhaite aux jeunes chercheurs de se connecter non seulement à l'Europe, mais aussi aux 34 pays d'Amérique latine. Je dirige actuellement plusieurs recherches où je travaille avec de jeunes professionnels et des étudiants remplis de talents et intéressés à la chose internationale. Je peux dire que ça me rajeunit que de travailler avec des jeunes Québécois de plus en plus ouverts sur le monde. Je reviens ainsi à mes premières passions pour les réseaux internationaux Nord-Sud. Dans les années à venir, je veux institutionnaliser encore plus les dispositifs de recherche où je suis actif. Institutionnaliser en consolidant les infrastructures mises en place et en bâtissant un réseautage consistant avec d'autres groupes ailleurs dans le monde. Ce programme personnel auquel s'ajoute la direction d'une douzaine d'étudiants de maîtrise exige beaucoup de temps. C'est en partie ce qui m'a amené à faire des choix dont celui de quitter *NPS*. Je quitte la première ligne, mais je continuerai à m'intéresser de près à *NPS*. C'est une revue en santé, une revue dont nous avons raison d'être fiers, et qui porte encore très bien son projet de questionner la direction du changement social et de rendre compte de nouvelles pratiques sociales.